



le bulletin de la société française des architectes

247 rue saint-jacques 75005 Paris
tél : (33) 1 56 81 10 25 fax : (33) 1 56 81 10 26 contact@sfarchi.org www.sfarchi.org

n°42
juin 2006

editorial

UN MONDE MAL PARTAGE NE DONNE RIEN DE BON

(Proverbe brésilien).

Au mois de novembre 2005, les banlieues se sont déchaînées. Déchaînées ou réveillées ? Dans ces cités où l'on aura réussi à constituer en 20 ans (de 1960 à 1980) l'ostracisme territorial et social le plus radical qui ait existé depuis la suppression des octrois, on a donc atteint un point de rupture.

Nous souhaitons revenir à froid sur ces événements en tant qu'architectes.

Nous avons souvent été mis en cause pour avoir été les auteurs de l'urbanisme des ZUP et les responsables de leur inhumanité. Nous sommes souvent effarés par l'auto-flagellation de certains confrères qui reprennent à leur compte des thèses à l'emporte-pièce sur la responsabilité de la forme urbaine dans le mal de vivre des banlieues. Ces thèses sont aussi excessives qu'indifférentes à l'égard de la situation sociale de populations qui y vivent, de plus en plus handicapées par un chômage se développant dans un contexte culturel à la fois :

- de rupture des traditions d'origine
- de redéploiement religieux probablement compensatoire.

Ces événements sont graves du point de vue du débat politique actuel mais aussi ils permettent une mise en perspective critique :

- des conséquences d'une lecture du réel réduite aux statistiques qui sont les outils de prédilection de la technocratie ;
- des conséquences des politiques publiques d'aménagement du territoire qui en découlent depuis plus de 40 ans ;
- enfin, des logiques décisionnelles de notre démocratie qui conduisent le plus souvent les élus de tous partis à emboîter le pas à cette technocratie aussi omnipotente

BUREAU 2006

Président Laurent SALOMON
1er Vice-Président Benoît PEAUCELLE
Vice Présidents Jean-Luc CHASSAIS
Luc-Régis GILBERT
Jacques GUENARD
Secrétaire Général Frédéric LEFEVRE
Trésorière Sylvie BRACHET
Membres Hervé BLETON
Jacques COURBON
Borja HUIDOBRO

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jean-Bernard
BETHGNIES
Hervé BLETON
Sylvie BRACHET
Suzel BROUT
Jean-Luc CHASSAIS
Jacques COURBON
Olivier GAHINET
Luc-Régis GILBERT
Olivier GIRARD
Jacques GUENARD
Borja HUIDOBRO
Laurence KIMMEL
Jean-Claude LAISNE
Patrick LARODIE
Frédéric LEFEVRE
Antoine LEYGONIE
Alexandre MANEVAL
Jean MAS
Sylvestre MONNIER
Christophe OUHAYOUN
Gilbert PICQUENARD
Laurent SALOMON
Philippe VIGNAUD
Alain VIVIER

Membres de droit
Antoine LEYGONIE
Benoît PEAUCELLE

SOMMAIRE

VIE PROFESSIONNELLE p. 3
VIE DE LA SFA p. 8

qu'inapte à intégrer les réalités de la vie sociale.

Nous voulons aussi rappeler ici que ce sont bien :

- l'administration de l'Etat,
- les corps électifs variés confortant sur le terrain les choix de l'Etat, qui ont mis en place ces logiques d'ostracisme territorial et social, en toute cécité et appuyée sur les meilleures intentions du monde (*toujours pour paver l'enfer !*).

Nous ne prétendons pas que des architectes n'aient pas mis la main à cette pâte qui a si mal levé. Mais nous accepterions volontiers que nos éminents confrères des Ponts et Chaussées fassent preuve de la même lucidité et d'une once d'humilité, eux qui, plus que tous les autres, ont d'abord instrumenté les services de l'état pour la réalisation de ces projets urbains, avant d'expliquer, quand les événements ont mal tourné, que la responsabilité des dysfonctionnements incombaient pour une bonne part aux théories urbanistiques de la Chartes d'Athènes.

En fait, dans la seconde partie des *Trente Glorieuses*, on a logé les habitants des quartiers insalubres hérités de l'industrialisation dans cet urbanisme technocratique et ségréatif comme si c'était là un Eden d'hygiénisme. Pas vraiment naïfs, les technocrates ont crû malin de vider les centres anciens de leurs pauvres pour offrir ce foncier à un renouvellement spéculatif. Ils pensaient faire d'une pierre deux coups. Les élus de ces centres renvoyaient aux élus voisins ces populations fragiles, et ceux-là les récupéraient pour conforter la structure électorale de leurs fiefs. Tout le monde était content !! Cette population a été bientôt remplacée dans les cités par le flot des plus pauvres venus chercher en terre européenne un Eden économique, au moment précis où le premier choc pétrolier remettait en cause la croissance et l'emploi, donc les possibilités d'enrichissement des classes les plus défavorisées. Cette évolution sociale a montré qu'il n'existait pas vraiment de place pour les apprentis sorciers, qu'ils soient politiques ou techniciens : ce qui s'est alors réalisé politiquement, loin de la rationalisation proposée par la Chartes d'Athènes, c'est l'exclusion ... des exclus. La réalité, toujours têtue, s'est rappelée au bon souvenir des décideurs et a renvoyé les élus devant leurs responsabilités : à défendre des intérêts à trop court terme (*les transferts de population consolidant des structures électives établies*), il n'en ont pas contrôlé les effets à moyen terme, et nous nous retrouvons dans une situation inextricable à long terme.

Quelle est-elle aujourd'hui ? Un territoire divisé entre le lieu des riches et celui des pauvres, les uns de culture majoritairement *enracinée*, les autres de cultures majoritairement *déracinées*, sans qu'il ne puisse se créer au quotidien d'échanges permettant la compréhension, l'enrichissement réciproque et l'apprentissage de l'autre, conduisant au contraire à fantasmer des coutumes, des réalités différentes,

interdisant de faire valoir aux secondes générations issues de l'immigration les qualités spécifiques de leur nouvelle terre, les montrant même comme inaccessibles. Nous pourrions dévider longuement le fil de ce processus extrêmement négatif. Est-ce vraiment utile ?

Toute la charge de la pacification des relations sociales est donc reportée aujourd'hui sur l'école de la République, seul pourvoyeur d'égalité devant la connaissance, et sur le monde des associations, seule ouverture sur la complexité du monde au dehors des quartiers. Mais ni l'une ni les autres n'ont réellement les moyens d'atteindre leurs objectifs, et quoi qu'affirme le monde politique, cette situation est très durablement bloquée. L'égalité des chances ne s'institue pas, elle ne se fonde pas sur la stigmatisation par la loi des différences entre les générations, entre les origines ethniques, entre les sexes. L'égalité est un droit à toujours reconquérir dans la vie sociale comme dans l'octroi de son propre territoire. Pathétiquement, les solutions qui pourraient accélérer le processus de réintégration des populations des banlieues au projet social, ce sont des solutions de politique de la jeunesse empruntées aux pays émergents : rendre par exemple indissociables les politiques culturelles ET sportives dans le contexte d'un encadrement renforcé des jeunes, en dehors du temps scolaire. En fait, des politiques de pacification des favelas !!

Ceux qui ont porté atteinte à l'homogénéité territoriale de la ville européenne en traitant sa croissance comme un simple problème de disponibilité foncière et de réseaux, ceux qui en ont fait un support de ségrégation territoriale et sociale, ceux-là ne seront pas appelés à la reconstituer ou à la réparer. Ils ne sont plus là. Ce sera la tâche des générations lésées de reconquérir cette égalité qui est aussi génératrice de liberté. Ils désigneront des représentants qui devront comprendre ce qui s'est passé pour renverser le cours des événements.

La ville se pense sur la durée et les élus doivent inscrire leur action dans ce mode de pensée du territoire. Eux seuls ont la légitimité pour convier les techniciens à œuvrer avec eux dans ce sens. En 1960, ces techniciens de l'aménagement savaient peut-être déjà, mais l'administration des *Trente Glorieuses* les avait invités à d'autres spéculations, et ils en avaient tacitement acceptées les avatars. Il fallait bien vivre.

Aujourd'hui, alors que les moyens sont plus réduits, il faut réparer le désastre. Alors il faut agir en se souvenant sans cesse que partout et toujours, **un monde mal partagé ne donne rien de bon !!**

Laurent Salomon

VIE PROFESSIONNELLE

Crise urbaine ? Mais où est l'urbain ?

Benoît Peaucelle

Quelle forme de crise urbaine vit-on ?

Il n'est pas possible d'être architecte et de ne pas s'interroger sur l'origine des violences qui ont secoué les banlieues, les « cités », au cours de l'hiver dernier. Quelle est la part de responsabilité des architectes qui ont construit ces bâtiments dont les caves peuvent devenir des chambres de torture ? La presse n'a pas manqué d'adresser, souvent avec perspicacité et honnêteté des messages aux Architectes, en les responsabilisant. Mais l'Architecture est-elle pour quelque chose dans tout cela ? J'ai soigneusement découpé et conservé tous les articles de presse lus à ce sujet. Les relisant aujourd'hui je demeure pantois. Il est facile de pérorer sur l'injustice, la ségrégation, la précarité, etc.... Nous en sommes tous conscients. Mais personne ne semble plus oser donner des recettes pour l'avenir, faute de dresser un diagnostic préalable. Parmi tous ces textes, seul l'article du Père Jean Marie Petitclerc dans la revue jésuite Etudes (1) me paraît émerger. Curieusement il est un des seuls à ne pas parler d'architecture.

Que peuvent faire les Architectes, qu'ont-ils fait ? Quel sentiment de culpabilité faut-il afficher ? Il est facile de botter en touche, de rappeler ce qu'était en 1966 le bidonville de Nanterre où vivaient 20 000 personnes pour la plupart algériennes (2). On peut rappeler aussi que ce ne sont pas les formes urbaines de la modernité issues de la Charte d'Athènes qui sont à l'origine du malaise social, ancien, récurrent et qui produit les émeutes révolutionnaires d'aujourd'hui (3). Il faut le dire ; il faut rappeler même que nos confrères aînés ont plutôt bien travaillé en sortant des dizaines de milliers de personnes des bidonvilles, alors que les barres conçues pour quelques années ont duré trente ans de plus qu'on ne l'avait prévu initialement. Les architectes coupables ? Certainement pas donc. Mais ce n'est pas une raison pour nous défausser de notre responsabilité, de constructeur de ville, mais aussi tout simplement d'intellectuel, pour essayer de comprendre l'origine de ce qui apparaît comme un échec grave de la société française qui ne trouve pas d'égal dans l'Union Européenne.

Quelle forme de crise urbaine vit-on ?

Je m'interroge sur ce terme car peut-on vraiment encore parler d'urbain ? La ville occidentale (et l'on pourrait dire des choses analogues des villes indiennes, chinoises, japonaises...) est fondée sur l'héritage de la conception romaine de l'urbs ; elle est une représentation de l'orbs. Ce symbolisme fondateur de l'« urbi et orbi » a été judicieusement récupéré par le christianisme. La Ville idéale, telle celle du fameux panneau d'URBINO, est la représentation du monde. Avec un Axis Mundi, quel qu'il soit, elle est organisée autour d'un centre, par des axes, des boulevards, des rues, des murailles, des basiliques, nettement hiérarchisés. Où est l'axis mundi symbolique de nos banlieues ? Peut-on encore parler d'urbain, lorsqu'il n'y a plus qu'un quartier fermé mais non clos, dépourvu de toute image symbolique, où l'espace dit urbain, loin de former un espace interne à la cité, n'est plus que le vide extérieur aux barres ? Comment rêver le monde quand le lieu où l'on vit n'est pas habitable parce qu'il ne dit rien du monde ?

Des quartiers de quatre mille logements, soit de douze à seize mille habitants pourraient former une ville. Jamais personne n'a osé l'imaginer. On a donc curieusement récupéré le mot de cité pour désigner ces lieux de vie. Mais qu'est-ce que la cité ? Ce mot évoque pour moi la Cita italienne décrite par Benevelo, c'est-à-dire la traduction latine de la « polis » grecque ou la cité romaine : « Qu'est-ce donc qu'une cité, sinon une société de citoyens ayant les mêmes droits ? » (Cicéron, *De Republica*, I,XXXII,49) Si l'urbs est le symbole du monde et de l'Empire romain, la cité implique dans l'usage même du mot qu'elle soit habitée par des citoyens qui exercent des fonctions sociales et politiques. Tony Garnier, Le Corbusier et d'autres ont vu cette nécessité de la présence du politique, dans le sens le plus noble que Platon donnait à ce mot, dans la ville moderne. Mais en quoi peut-on dire que ces quartiers sont des cités ? Ce ne sont pas les quelques associations présentes au pied d'immeuble qui suffisent à donner à ces quartiers un caractère citoyen et à créer des citoyens.

Sans doute, l'erreur fondamentale fut-elle de vouloir aménager du territoire, au-delà de la ville, au lieu de vouloir agrandir la ville. Etymologiquement la banlieue est l'endroit où l'on est mis au ban, à une lieue de la ville. L'originalité de la France en Europe est le très grand nombre de communes et la petite taille de nos villes. Paris compte moins d'habitants que Rome (alors que chacun sait qu'en réalité Paris est plus grand que Rome) et quatre fois moins que Londres. L'aménagement du territoire a donc été conçu, non pour desservir ces quartiers mais pour les contourner. Même si physiquement l'autoroute et le RER desservent Bobigny, ces voies contournent symboliquement les cités de Bobigny. Vivre à Bobigny n'est pas habiter Paris. En Angleterre ou en Italie, Bobigny serait un quartier de Paris. Au lieu d'agrandir les villes, nous les avons protégées par des boulevards périphériques et voies de contournement. Par une politique de zonage, les politiques nous ont demandé d'investir des friches pour construire des « cités » qui n'en étaient pas. Les Romains firent de même aux 2ème et 3ème siècles en enfermant hors des villes les armées de mercenaires dans des camps : ils apprirent à leurs dépens que les mercenaires barbares pouvaient descendre sur Rome et renverser les empereurs. Les murailles d'Aurélien n'y firent rien.

De façon plus subtile, le Père Petitclerc note que l'erreur commise ces dernières années a été de s'acharner à vouloir traiter la politique de la ville en limitant les interventions à la seule territorialisation, aux quartiers. Je cite ce qu'il écrivait dans Etudes en janvier 2006 : « Nous avons dépensé, tout au long de ces quinze dernières années, des sommes importantes pour soutenir les écoles et les collèges de quartier, les institutions et les associations oeuvrant dans ces quartiers. Mais tout cela n'a pas réussi à enrayer la spirale de la ghettoisation. Il faut reconnaître, aujourd'hui, que tous – en matière de politique scolaire ou de politique de la ville – nous nous sommes collectivement trompés. Prenons l'exemple des collèges. L'objectif des zones d'éducation prioritaire consistait à vouloir réduire l'écart

entre les performances de ces collègues et ceux du centre des villes. Depuis vingt années d'une politique qui n'a cessé d'apporter des moyens à ces collègues, l'écart, loin de s'être réduit, s'est maintenu, voire aggravé. Quelle est donc la grande différence entre un collège de centre de ville et un collège de ZEP ? dans le premier, il est plutôt valorisant d'être premier de la classe, alors que, dans le second, c'est dangereux : celui qui réussit devient la cible de la violence de ses camarades. Je connais tant d'adolescents qui pourraient réussir, mais ne se l'autorisent pas par souci de maintenir leurs liens de camaraderie. C'est ce qu'Alain Bentolila qualifie de phénomène de tribalisation de l'échec scolaire. Il s'agit de revendiquer l'échec scolaire comme signe d'appartenance à la tribu. Vous pouvez alors mettre face à ces élèves les meilleurs enseignants, dotés de la meilleure pédagogie, ils ne peuvent mener leur tâche à bien, tant ils ne peuvent aider que celui qui a envie de réussir. Maudite loi qui oblige, dans ces quartiers, l'enfant à être scolarisé avec celui qui le rackette, l'adolescent avec les copains de la bande avec lesquels il ne cesse de rigoler ! La carte scolaire, qui était une excellente mesure lorsqu'il y avait une mixité sociale sur le territoire, est devenue une terrible mesure dans les quartiers où une telle mixité n'existe plus. (...) Et si, plutôt que de concentrer les moyens sur les collèges en difficulté des quartiers en difficulté, on les avait répartis dans les établissements scolaires de l'agglomération pour que chacun puisse accueillir des élèves de ces quartiers ? Comme j'aime à le dire, lorsque, dans notre pays, on a scolarisé les enfants de paysans, on n'a pas construit une école en plein champ dans laquelle on aurait rassemblé tous les enfants de paysans. Non, on a financé un système de bus permettant aux enfants des campagnes d'être scolarisés avec les enfants des villes, et de bâtir ensemble un avenir commun. Il s'agit, à la réflexion, d'une véritable aberration que d'avoir voulu scolariser au bas des barres et des tours tous les enfants des barres et des tours ! Et s'il fallait supprimer les collèges dans les quartiers ? La difficulté principale de tous les jeunes acteurs des émeutes, c'est leur manque de mobilité. Il s'agit d'un véritable handicap pour l'insertion sociale et professionnelle. Ces jeunes passent toute leur scolarité, de 2 à 16 ans, en bas de chez eux. Lorsque, plus tard, ils trouvent un emploi qui nécessite un changement de correspondance, ils le laissent filer. On sait combien la mobilité est indispensable à l'insertion dans la société moderne. Il y a dans ces quartiers une véritable faillite de l'éducation à la mobilité, et le mode d'établissement de la carte scolaire en est un grand facteur. » (4)

Dans le Monde du 14 avril 2006, le sociologue Jacques Donzelot note de même que « la ville contemporaine est marquée par une logique de séparation ». Ce qui n'était pas vrai de la cité de Platon, de Cicéron et d'Augustin, ne l'était pas non plus de la ville de Balzac, Dickens, décrite par Hazan, où les faubourgs étaient encore à quelques centaines de mètres des Champs-Élysées. Céline un des premiers a su décrire le vide spatial existant entre la ville et sa banlieue, vide qui subsiste aujourd'hui symboliquement, même quand il est physiquement saturé et congestionné.

Ce qu'on appelle la crise urbaine est à mon sens une crise de l'exclusion de la cité. Il faut donc rattacher ces quartiers à des villes, des vraies villes dotées d'une économie véritable, dirigées par des politiques qui puissent avoir une véritable capacité d'intervention urbaine, culturelle et sociale. La crise n'est donc pas liée à l'architecture mais bien à la politique. Les interventions architecturales actuelles sur les quartiers restent souvent formelles : plantations et réfections des abords, remplacement de la ghettoïsation verticale par la ghettoïsation horizontale, « résidentialisation ». Et je ne suis pas certain que la tour Bois le Prêtre dans le XVIIème arrondissement de Paris soit aujourd'hui plus belle et plus habitable qu'elle ne l'était avec les façades de Raymond Lopez. J'aime à me rappeler que le mot architecture vient du grec « archè » (commencement, commandement) et « tekton » (texte, sens, tessiture, texture, matière). Notre rôle est donc, « dès le commencement de commander à la matière pour lui donner du sens ». Mais quel sens ? Sans volonté politique et consensus des citoyens pour construire et habiter la ville, la polis, la cita, il ne peut y avoir offrande et expression du sens. L'architecture peut donner du sens, mais elle ne peut seule l'inventer sans consensus de la société. Et en l'absence du sens, l'exercice architectural n'est plus, au mieux, qu'un exercice de style glacial et désespérant.

B.Peaucelle

NOTES

1. *Études* janvier 2006 n°4041
2. *Le Monde* 2-page 59 et Ss 4 février 2006
3. *L'utopie des Cités Dortoirs* par Grégoire ALLIX dans *Le Monde*
4. *Études* janvier 2006 n° 4041 page 49 à 57

Un grand projet sociétal pour une ville solidaire.

Ph. Vignaud

Philippe Vignaud, ancien vice-Président de la SFA, auteur d'un rapport sur le renouvellement urbain pour le ministre délégué à la ville (2001) et en charges d'une dizaine d'opérations de renouvellement urbain nous donne son sentiment sur la rénovation des quartiers de logement social.

Depuis les émeutes de novembre 2005, les banlieues françaises reviennent sur le devant de la scène, avec une audience qui va au-delà même des frontières nationales. Une violence qui continue de nous interroger quelques mois plus tard, sur la vie dans ces morceaux de ville

que l'on désigne souvent avec une connotation négative comme les « quartiers ». La configuration de ces sites de logements sociaux, construits pendant la Reconstruction et les Trente Glorieuses sont-ils vraiment responsables du malaise de leurs habitants? Comment doit-on les rénover à l'heure où la démolition est si souvent prônée comme seule solution ? La rénovation urbaine est-elle suffisante pour répondre aux dysfonctionnements de ces sites? Pour répondre d'une manière pertinente à ces questions un bref rappel historique s'impose.

La France de 1945 est dévastée, le nombre des mal-logés augmente encore avec le rapatriement des Français d'Algérie, et bientôt l'immigration de masse, organisée par la l'Etat lui-même, pour répondre à l'industrialisation. C'est donc dans un contexte d'urgence que ce nouvel Etat centralisé met en place une politique ultra volontariste de production du logement pour le plus grand nombre. Des quartiers voulus, accueillant une immigration voulue, sortent de terre en un temps record, sur des immenses parcelles, en dehors des villes et du droit commun. Contrairement aux idées véhiculées ils sont peu denses et souvent situés dans des environnements de qualité (à proximité de forêts, de coteaux, de paysages agricoles, sur le promontoire de la vallée de la Seine)... Mais, ils révèlent rapidement de multiples dysfonctionnements urbains et notamment leur enclavement et leur manque d'équipements. Le choc pétrolier de 1973 et le chômage de masse qui en découle, la paupérisation des familles et la dégradation des quartiers entraînent la fuite des ménages les plus aisés. Depuis, ces quartiers n'ont cessés de s'enfoncer.

C'est au début des années 1980 que se fait la prise de conscience de la « crise des banlieues » avec les violentes émeutes de Vaulx-en-Velin en juillet 1981, et l'instauration en 1983 de « Banlieue 89 ». Si cette mission portée par le très Lacanien Roland Castro a le mérite d'avoir nommé et rendu médiatiques des territoires oubliés, elle incrimine le logement et se limite à des mesures de rénovation du bâti, en décalage avec l'ampleur structurelle de la crise qui se joue sur ces territoires.

Il faut attendre 1999, pour que le Comité Interministériel à la Ville (CIV) introduise le concept de « renouvellement urbain » en lançant un programme de 50 GPV (Grands Projets de Ville) et 30 ORU (Opérations de Renouvellement Urbain). Ces opérations ne se contentent plus d'intervenir sur le bâti, elles prennent en compte toutes les composantes de la vie quotidienne des habitants : emploi, éducation, santé, droit, etc. Dès lors, les territoires pertinents ne sont plus les seuls quartiers et les questions seront mesurées à l'aire des agglomérations naissantes. Dans le même temps, la ghettoïsation des quartiers est avérée et les élus prennent conscience de la nécessité d'une réponse globale et solidaire qui se concrétise dans les lois Chevènement (coopération intercommunale) et SRU (répartition territoriale des logements sociaux). L'évolution des quartiers commence alors à être pensée dans la ville et dans l'agglomération et non plus par un renouvellement sur eux-mêmes.

Cependant, la nouvelle décentralisation remet en question l'application de la solidarité des territoires en laissant à chaque commune la gestion de ses richesses ou de sa pauvreté. Les suppressions de moyens pour l'enseignement, les associations de quartier, la gestion urbaine de proximité, favorise la paupérisation des populations, confrontées régulièrement à la stigmatisation de leur cadre de vie, notamment par la démolition symbolique par le ministre de l'intérieur (béton = pauvreté = logement social = insécurité = racaille, donc Kärcher) et la démolition physique par le ministre de la cohésion sociale qui en découle (dispersion de la grande pauvreté à l'horizontal).

Dans ces conditions de fragilisation des plus pauvres, il est plus aisé d'appréhender l'angoisse face à l'avenir et la révolte qui s'est exprimée dans les émeutes de novembre 2005.

Dès lors, les limites des actions que nous menons au quotidien dans les quartiers sont criantes. Pour qu'elles ne se résument pas à de la réparation urbaine, le regard sur ces territoires et

leur population doit changer. Il faut abandonner la logique de la rénovation pour s'engager en faveur d'un véritable projet sociétal, solidaire et durable, appuyé sur les multiples atouts de ces sites. Avec 10% de la population, une forte proportion de jeunes, une faible densité bâtie, des qualités paysagères, les quartiers peuvent devenir le lieu de focalisation des énergies, de la modernité et du développement durable. Ils peuvent répondre à la crise des centres urbains saturés et accueillir la mixité par une offre de logement diversifiée.

Pour ce faire, il faut un véritable engagement politique concrétisé par des moyens financiers importants, car malgré les efforts consentis, souvent à grand renforts médiatiques, ces quartiers restent encore très largement déficitaires du point de vue de l'équipement. Alors seulement nous pourrons, dans le cadre de projets concertés et dans une logique de solidarité nationale, positionner ces territoires au coeur de la ville.

Voilà alors la vraie place de l'urbain ainsi que le rôle que doivent tenir les concepteurs urbains : architectes, urbanistes, paysagistes, ingénieurs. L'urbain pourra être support à la formalisation de cet engagement politique grâce aux outils de renouvellement que nous avons forgés depuis plus de vingt ans : désenclavement, diversification fonctionnelle, création ou rénovation des espaces publics et des espaces verts, création des résidences, redécoupage parcellaire qui assure la mutabilité du territoire, valorisation de toutes les potentialités du site. La dé-stigmatisation des établissements scolaires constituera un point clé du renouvellement urbain. Toutes les écoles, les collèges et les lycées de ces quartiers, remis à neuf, devront s'ouvrir sur une continuité d'espace public partagé, alors qu'aujourd'hui ils sont confinés entre des zones de parkings et sans accès propre. En les sortant du ghetto, on luttera contre l'évitement que connaissent ces établissements scolaires. La refonte de la carte scolaire permettra d'instiller la mixité dans les établissements par le brassage des populations. Enfin, ils devront être signalés de manière positive par l'attribution d'une option qualitative (spécialisation en langues, cinéma, préparation à Sciences Politiques, ...).

Mais, l'engagement devra aller plus loin pour dynamiser le redéploiement effectif des territoires. Les conseils régionaux et départementaux, les municipalités, les bailleurs sociaux devront s'engager pour la relocalisation sur site de services publics symboliques à dimension communale et intercommunale (un hôtel du département, une médiathèque, un musée). En ce sens, l'installation du musée d'Art contemporain du Val-de-Marne à Vitry est une expérience dont on devra s'inspirer.

Toutes ces mesures constitutives d'une offre urbaine renouvelée, permettront le retour des territoires que nous nommons « les quartiers » dans la ville conventionnelle, celle du droit commun, avec pour tous les Français des droits et des devoirs équivalents. Un beau projet qui se fera au bénéfice de la Nation entière, car son avenir passe aussi par ses quartiers populaires.

Philippe Vignaud.

Comment mettre à mal quelques idées reçues sur « la crise des banlieues » ?

H. Bleton

Interpellé pour la profession que j'exerce, dans les médias, par mes proches et par tout un chacun comme solidairement responsable de cette crise, j'étais excédé par l'utilisation éculée de ce lieu commun. Mais je me suis aperçu très vite en consultant quelques ouvrages sur le sujet que ce n'était pas le seul dans la liste trop longue de ces idées reçues. Candidé sur le sujet, je pensais que la source de tous les maux était la carence de logements accessibles à tous. Mais il s'avère que ce n'est que la partie apparente de l'iceberg, le mal étant plus ancré profondément dans la société française. Il s'agirait même, selon le chercheur Eric Maurin, d'un phénomène de ségrégation générale.

Petit bêtiser sur la banlieue

« Les architectes sont responsables de l'état des banlieues »

En relisant les articles cités ci-dessous, n'est-il pas un peu rapide de prendre pour bouc émissaire une profession qui n'a eu, en tant que telle aucune responsabilité d'aménageur et/ou de maîtrise d'ouvrage de ces grands ensembles. « Le Corbusier et sa charte d'Athènes » sont cloués au pilori, sans que personne ne prenne la peine de vérifier quels en sont les commanditaires effectifs.

« On a parqué les immigrés dans des ghettos ».

C'est méconnaître l'histoire des grands ensembles que de résumer ainsi leurs réalités humaine et sociale. La situation actuelle de certains quartiers en difficulté est la résultante d'une conjonction de facteurs : chômage, précarité, échec scolaire, faible mobilité de la population.

« La violence est générée par les tours et les barres ».

En réalité ce sont sans doute leurs intervalles fondamentalement délaissés qui sont le lieu de tous les possibles. La ville verticale serait elle plus criminogène que l'horizontale ? L'exemple outre atlantique le démentirait : les « house settlements » américains qui produisent un paysage urbain à l'échelle individuelle pour l'habitat (maison) mais non pour l'urbanisme (lotissements répétitifs à l'infini) génèrent aussi ennui et violence (cf. : massacre de Colombine Collège entre autres). Détruire aujourd'hui tours et barres au profit d'habitations individuelles dans des zones pavillonnaires de plus en plus excentrées, aura probablement un coût social, humain et écologique que l'on mesure mal aujourd'hui.

« Les écoles de banlieue sont envahies par la délinquance ».

L'école est le seul service public systématiquement

présent dans tous les quartiers ; elle est donc exposée en première ligne à tous les débordements, que les médias ne manquent pas de mettre en exergue... Mais ne faut-il pas relativiser ces événements au regard du caractère élitiste d'une institution qui rejette brutalement toute faiblesse, toute déviance, tout échec de ses membres.

« La politique de la ville est un échec ».

L'instrumentalisation et l'absence des habitants seraient certes les deux faiblesses, flagrantes de cette politique, propre néanmoins à toute action publique en général... Certaines réussites modèrent la critique comme partenariats entre acteurs inconciliables par principe (école/justice/police) en Seine Saint-Denis, discriminations positives, initiatives locales subventionnées, aides aux associations locales, formations d'agents de terrain, mutualisation des ressources et création de nouveaux métiers (médiateurs, partenaires pour la ville, etc....)

« Il ne faut pas faire le procès de la politique de la ville, tempère le Maire de Vaulx-en-Velin, je n'ose imaginer la situation des quartiers si elle n'avait pas existé. Ce ne sont pas les quartiers et leurs habitants qui sont malades mais la société française. »

La question fondamentale est qu'attendons nous de l'Etat ? Les actions de ses agents pour renouer le tissu social sont limitées par les choix macro politiques et la plupart du temps contredit par les stratégies macro-économiques qui lui échappent !

« Les problèmes de banlieue sont à traiter localement »

On prête aisément aux banlieues le rôle de « malade désigné », au sens thérapeutique du terme, soit le membre du corps social qui concentre et rend visibles tous les symptômes d'une société apparemment florissante et pourtant malade : violences dans les institutions et les entreprises, dépression, perte de sens et de repères, sentiments d'impuissance et ennui. Le traitement des problèmes de banlieue est à mesurer à l'aune des réalités économiques, institutionnelles et psychosociales du monde contemporain sans obérer les attentes et les souffrances concrètes des individus dans leur quotidien.



Idées reçues sur le logement social *

Le logement dit « social » est stigmatisé (« on en veut pas chez nous ! », difficultés de faire appliquer l'art.55 de la loi SRU, imposant vingt pour cent de logements sociaux à toutes les communes ; pour rappel : cinq pour cent des communes détiennent trois quarts du parc social en Ile de

France !), il est associé aux quartiers en difficulté, mais repose sur un malentendu quelque peu entretenu : en réalité les 7/10^{ème} du parc de ces logements ne se situent pas dans ces cités ! Par exemple, à Clichy sous bois, d'où est parti l'embrasement automnal, les logements de cette ville appartiennent au parc privé, sont gérés en copropriété et ne relèvent donc pas de sociétés Hlm !

La difficulté majeure réside dans la disparition de la mobilité des locataires. A ce jour, toute la chaîne du logement est grippée (privée et publique confondues) ; le pourcentage de rotation en Ile de France pour le parc social est de 5,5 % environ (le double serait un minimum). On atteint ces jours-ci le 400.000^{ème} dossier de candidature à un tel logement en Ile de France !

L'ouverture du parc privé aux revenus modestes, encouragée par un dispositif fiscal attractif (Pact-arim) est une des pistes empruntées par le ministre Borloo pour débloquer la situation de pénurie dans laquelle nous vivons aujourd'hui.

Mais c'est une action durable, soutenue et conjuguant toutes les secteurs du logement qui pourrait être efficace mais cela sous entend une stabilité politique dont les français ne sont pas friands.

Un phénomène rampant et pernicieux : la ségrégation urbaine

Le phénomène de « ghettoïsation française » généralisée, est analysé finement par Eric Maurin dans son dernier ouvrage, sur la base d'une enquête statistique de l'INSEE ; il dénonce la marginalisation des « quartiers sensibles » pour en souligner le caractère symptomatique d'un mal global et grandissant qui affecte l'échelle sociale dans son ensemble :

« De fait, le ghetto français n'est pas tant le lieu d'un affrontement entre inclus et exclus, que le théâtre sur lequel chacun s'évertue à fuir ou à contourner le groupe immédiatement inférieur dans l'échelle des difficultés. (...) en chacun de nous se découvre un complice plus ou moins actif du processus ségréatif » (NDR : cf. *carte scolaire ! Nombre de mes amis parisiens me demandaient, quittant Paris intra-muros pour Clamart, où allais-je mettre mes enfants à l'école, au collège, au lycée... il leur apparaissait qu'hors les murs, il n'y avait pas d'avenir pour nos enfants !*)

« Les quartiers sensibles doivent demeurer naturellement un sujet de préoccupation, mais ils ne sont que le résultat le plus visible de la ségrégation urbaine. Le principe actif de la fragmentation territoriale se trouve ailleurs, dissimulé dans les plis d'une expérience infiniment plus générale mais qui reste à ce jour sans formulation politique : la réduction à tout prix de l'incertitude des rencontres et de la variété du

voisinage par où se définissait un certain idéal de sociabilité urbaine. Les mêmes passions qui poussent à se détourner des ghettos pauvres président à la sécession des ghettos chics à l'autre bout de la chaîne, et alimentent au passage les dynamiques de cloisonnement qui traversent toute la société. Le phénomène le plus marqué ne procède pas tant d'une ghettoïsation par le bas que celle par le haut. Dans un pays où le discours politique est régulièrement marqué par les incantations sur le thème de l'égalité républicaine et le rejet du modèle américain spontanément associé aux ghettos communautaires-, la réalité et l'étendue de la ségrégation territoriale font figure de mal social inassumé et de démenti cinglant.(...) Or, on a peu de chance de désamorcer les processus de sécession territoriale sans s'attaquer au principal facteur d'anxiété sociale qui les sous-tend : la précocité et l'irréversibilité des mécanismes d'enfermement des individus dans des destins écrits d'avance. Car en cloîtrant le présent dans des territoires, c'est aussi l'avenir que l'on enferme ou que l'on sécurise. Si le territoire et l'enjeu d'une compétition aussi âpre, c'est que le lieu de résidence et les interactions sociales qu'il conditionne comptent parmi les ressources essentielles d'une concurrence généralisée pour les meilleurs destins, laquelle s'engage dès l'enfance. »

En conclusion, l'architecture n'est plus l'enjeu territorial, politique ou social. Le champ s'est déplacé ailleurs et à une échelle qui dépasse même le territoire national ! Nous assistons à cette mutation, impuissants d'abord, résistants encore.

Hervé Bleton

Références

1. *Le logement social : la mobilisation du parc privé – journée Caue 92 - 2 mars 2006 –* * communication de Jean-claude Driant, professeur à l'Institut d'Urbanisme de Paris.
2. « *Banlieues : mais que font les architectes ?* » par A.Colybes dans Les Echos du 16/11/05.
3. « *Violences urbaines et architecture* » par Henri Gaudin dans Le Figaro du 10/11/05.
4. *Les banlieues – idées reçues-* de Véronique Le Goaziou et Charles Rojzman - Ed. Le Cavalier Bleu.
5. *Le ghetto français* d'Eric Maurin - La république des idées - le Seuil 2002.

Banlieue : (1185) au sens double, celui de l'espace et celui de la domination - mise au ban (sanction/exclusion) – à une lieue de la cité – ban-dit –a-ban-don - banlieu-sard (péjoratif) – espace situé en périphérie mais placé sous la tutelle centrale (cf.Jacobinisme)

Ghetto : du vénitien *geto*, lieu de rejet des scories des fonderies où ont été cantonnés les juifs à partir de 1516 à Venise.

V I E D E L A S F A

Cycles de conférences

I - Le Printemps de l'Architecture

La Société Française des Architectes est heureuse de pouvoir vous présenter et faire connaître les dernières œuvres d'Architectes étrangers de grande qualité.

SOO CHAN KHIAN (Singapour),

le 19 mai 2006 à 20h00

Soo K. Chan est né en Malaisie en 1962. Il pratique au sein de l'agence SCDA qu'il a fondé en 1995. En 1987 il obtient un Master en Architecture à l'Université de Yale. Il enseigne aujourd'hui à l'Université Nationale de Singapour après avoir été *Chairman* de l'Université de Syracuse en 1998. L'agence SCDA a été distinguée par la médaille d'or de l'*ARCASIA Award* pour l'année 2005-2006 ainsi que par la Médaille d'Or de la Biennale d'Architecture de Miami Beach en 2005. Son œuvre est constituée de réalisations variées réparties entre Singapour, New York, Kuala Lumpur, New Delhi, Beijing et le Maroc.

MIGUEL ANGEL ROCA (Argentine),

le 2 juin 2006 à 20h00

D'abord diplômé de l'Université Nationale de Cordoba en 1965 en Argentine son pays natal, Miguel Angel Roca a ensuite obtenu un Master en architecture à l'université de Pennsylvanie en suivant les cours de Louis I. Kahn dont il sera l'assistant. Il a construit de très nombreux projets en Argentine principalement mais aussi à Singapour, au Maroc, en Bolivie, en Afrique du sud, à Hong-Kong, en Uruguay et au Chili. Son œuvre est aussi variée que fournie et toutes les échelles y sont explorées. Il consacre aussi une grande part de son temps à l'enseignement en Argentine mais également dans d'autres pays dont la France où il a enseigné à l'Ecole d'Architecture de Paris la Villette. < <http://www.miguelangelroca.com/> >

IGNACIO MENDARO CORSINI (Espagne),

le 9 juin 2006 à 20h00

Architecte né à *Marquina* en 1946, il enseigne le projet architectural à l'Ecole d'Architecture de Madrid pendant dix-huit années. Il participe à un grand nombre de concours nationaux et internationaux, en a gagné quelques-uns, mais surtout il reste de ceux qui croient encore que l'architecture est capable de produire de la vie et de la nourrir. Primé à plusieurs reprises pour ses œuvres architecturales et de design, il précise que ses maîtres (*Javier Carvajal, Julio Cano Lasso ou encore Alejandro de la Sota...*) lui ont permis d'aborder ses différents projets avec sagesse et justesse tout au long de sa carrière jusqu'à aujourd'hui. Son œuvre est essentiellement située en Espagne. < <http://www.mendarocorsini.com/> >

YUNG HO CHANG (Chine),

le 23 juin 2006 à 20h00

Architecte principal de l'Atelier *Feichang Jianzhu* (FCJZ, 1993) il est également directeur des études du Département d'Architecture du *Massachusetts Institute of Technology*. Par ailleurs, il enseigne toujours le projet à l'Université de Pékin. Diplômé de l'Université de Berkeley en Californie en 1984, il a été distingué par le prix UNESCO pour la promotion des Beaux Arts en 2000, et par l'*American Academy Award in Architecture* en 2006. Des maisons individuelles aux laboratoires et édifices culturels via des projets urbains de grande ampleur, l'Atelier FCJZ a à son actif de nombreuses réalisations en Chine et ailleurs dans le monde qui sont répertoriées dans six monographies. < <http://www.fcjz.com/> >

**Lieu des conférences : Société Française des Architectes,
247 rue Saint Jacques - 75005 Paris
ENTREE LIBRE ET GRATUITE**

Informations :

Contact : Cécile Bouhours

Tél : 01 56 81 10 25

Fax : 01 56 81 10 26

contact@sfarchi.org

<<http://www.sfarchi.org/>>

II - Colloque International - 16, 17 et 18 février 2006

Architecture, Littérature et autres arts : interactions, hybridations

Pierre Hyppolite - coordinateur scientifique du colloque

Le 16, 17 et 18 février 2006 s'est tenu au siège de la Société Française des Architectes le troisième colloque international organisé avec l'Université de Limoges et l'Université de Paris VIII sur le thème *Architecture, littérature et autres arts : interactions, hybridations*. Il faisait suite aux colloques *Littérature, Architecture et Espaces* (2004) et *Architecture et Littérature Contemporaines* (2005) organisés par la Société Française des Architectes. Il souhaitait en prolonger les rencontres en associant universitaires, architectes et plasticiens autour de l'analyse d'œuvres artistiques et de projets d'architectes.

C'est à travers l'œuvre des artistes et l'exploration de pratiques esthétiques diverses que s'affirme l'autonomie esthétique de la création architecturale. Avec Piranèse, le geste architectural s'ouvre dans les *Carceri* aux jeux aériens et complexes des formes, faisant de l'espace le lieu de toutes les virtualités et de toutes les extravagances architecturales (Frédérique Villemur). Les dessins de Dostoïevski représentant des fenêtres ogivales, des vitraux, des portails d'architecture gothique remplissent les marges des manuscrits de ses romans associant l'architecture à la calligraphie et à l'invention de la fiction (Lioudmila Chvedova). La pratique des arts de nature différente cristallise les représentations des architectes. L'interaction entre les utopies urbaines de Claude-Nicolas Ledoux et l'architectonique de ses textes se manifeste dans le choix des figures de style, du rythme et de la structure phrastique. Il ne s'agit pas d'une simple transposition. L'utopie demeurée imaginaire est ainsi reformulée, réinventée (S. Freyermuth, J-F. Bonnot). En écrivant leur autobiographie, Louis Sullivan et Franck L. Wright rendent compte de la genèse de leur vocation. L'autobiographie d'architecte est une véritable profession de foi architecturale (Claude Massu). Pour rassembler ces activités dans « une synthèse des arts » Le Corbusier pratique l'écriture, le graphisme, le dessin, la peinture, la sculpture, la tapisserie et devient une figure majeure de l'architecte-artiste contemporain (Guillemette Morel-Journal). Dans quelle mesure une catégorie esthétique comme le baroque peut-elle aider à penser l'interaction entre l'architecture, les arts et la littérature ? (Baldine Saint-Girons). Au-delà de leurs affinités, de leurs analogies ou de leurs correspondances, il s'agit pour les artistes comme pour les architectes de mieux maîtriser leurs différences pour réunir ce qui est désuni.

Les arts se différencient par la façon dont ils organisent l'espace et le temps. L'architecture gothique marque la forme du théâtre de Villiers de L'Isle Adam (Marianne Bouchardon). Mais la structure dramatique du texte n'est pas seule en cause. L'architecture permet à Michel Butor de penser l'esthétique romanesque comme une organisation de plans, de surfaces, de volumes faisant de l'écrivain l'architecte d'un édifice intertextuel. (Marie Anne Macé). Les procédés du collage en littérature et en architecture manifestent cette hétérogénéité dans la composition des œuvres (Ariane Lüthi). La temporalité, élément essentiel de l'architectonique textuelle, rend possible la réalisation de pages d'une grande perfection d'architecture (Moshé Tabachnick). Les six livres de Grabinoulor de Pierre Albert-Birot forment ainsi une véritable tour de Babel, défi architectural et symbolique à la création dans lequel le poète s'octroie les pouvoirs démiurgiques

du créateur (Arlette Albert-Birot). La poésie et l'architecture impliquent la capacité de dépasser la fonctionnalité du langage pour saisir la dimension pragmatique et utopique de leur projet et de leurs interférences (Françoise Adam-Mouton). Pour composer la ville nouvelle l'écrivain martiniquais Patrick Chamoiseau ouvre dans *Livret des villes du deuxième monde* la poésie à la critique sociale (Mylène Priam). La scénographie exprime ce passage de l'imaginaire à l'architecture de l'espace et du temps (Mathab Mazlouman). Mais elle pose aussi la question de l'interprétation comme le montrent les mises en scène du tombeau de pierre du *Don Giovanni* de Mozart au festival d'Aix en Provence (Élisabeth Rallo Ditche).

L'architecture interroge le rapport au lieu, à l'habitat, à l'environnement et à l'espace urbain. Le théâtre de *Quat'sous* à Montréal, installé dans ce qui fut trois maisons victoriennes, influence au gré de ses transformations quotidiennes les relations entre les techniciens, les comédiens et les spectateurs (Denise Therrien). L'édifice peut éveiller un sentiment « d'étrangeté architecturale » que la fiction littéraire permet d'appréhender. La maison devient source d'angoisse et parfois de littérature (Jöelle Prungnaud). La chambre, lieu de précarité et de repli constitue pour l'écrivain V. S. Naipaul un espace propice à la fiction (Simon Harel). Marguerite Duras rend compte de l'influence du lieu sur son écriture en parlant de manière métonymique de « la maison de l'écriture » (Julia Nyikos). Cette interaction particulière entre l'habitant et sa demeure est sensible dans « l'architecture bulle » des années soixante (Eve Roy). L'impact de la lumière n'est pas sans effet sur l'imaginaire et l'affect des habitants (Karine Pinel). Les modalités d'interaction entre l'architecture et les arts sont diverses. L'architecture invente des formes nouvelles en croisant les champs d'application des musiciens et des architectes dans la création des environnements musicaux (Rahma Khazam). L'espace de l'exposition est pour l'artiste un catalyseur (Bernard Guelton). L'association artiste/architecte est présente dans la conception des espaces funéraires et religieux en milieu hospitalier donnant à l'interdisciplinarité un autre rôle social (Magali Uih, Isabelle Genyk, Isabelle Saint-Martin). Christian Boltanski et Richard Whiteread s'emparent des ruines urbaines pour y rendre sensible la mémoire du passé et évoquer le destin tragique de leurs habitants (Lucie Taieb). La traversée littéraire des jardins de Paris, de Léon-Paul Fargue à Céline, permet de mesurer l'importance de ces « hieroglyphes architecturaux » dans le paysage urbain. La « géopoétique » de l'architecture constitue une herméneutique urbaine (Cécile Barrère). Pour favoriser la prise en compte de la diversité des pratiques artistiques dans la création architecturale, les écoles professionnelles inventent de nouveaux modes opératoires en fondant leur pédagogie sur les arts plastiques contemporains (Sabine Porada).

L'analyse des croisements disciplinaires ne peut plus seulement reposer sur le relevé des pratiques et l'étude des mécanismes de l'interdisciplinarité. Elle nécessite l'élaboration d'autres outils méthodologiques pour rendre compte de leur concrétisation. Les relations transdisciplinaires entre l'architecture, la littérature et l'art interrogent « la distance esthétique » qui les sépare. (Martine Bouchier). Le projet architectural informe et transforme sans cesse son propre

champ disciplinaire. (Frédéric Yvan). Par le mélange des arts, l'architecture et l'architecte reformulent la question de leur statut, de leur identité, de leur différence (Antoine Leygonie). Devant la multiplicité de ses usages, la redéfinition de l'architecture est plus que nécessaire. Elle ne saurait se faire sans l'établissement d'un protocole rigoureux (Chris Younès, Philippe Madec, Benoit Goetz).

Cette nécessité détermine le nouveau cycle de trois colloques organisé par la SFA à partir de 2007. Ces rencontres annuelles connaissent un succès de plus en plus important non seulement en termes d'audience, de participation mais aussi en perspectives nouvelles grâce au croisement de l'étude des projets d'architectes, des œuvres d'artistes et d'écrivains. Elles favorisent le renouveau des études universitaires et professionnelles en intégrant l'architecture à de nombreux programmes de recherches français et étrangers. Pour favoriser et concrétiser ces liens nouveaux, un Groupe de Recherche sur l'Art, l'Architecture

et la Littérature s'est constitué (le GRAAL). Il se propose d'être avec la Société Française des Architectes un lieu d'échanges, de rencontres, de réflexion et de projets.

Le premier volume rassemblant les actes du colloque *Architecture, littérature et espaces* édités par les Presses Universitaires de Limoges, préfacé par le Professeur Philippe Hamon de l'université de la Sorbonne Nouvelle-Paris III, est disponible chez les libraires au prix de 20 euros.

Pierre Hyppolite

L'appel à contribution pour le colloque 2007 - 4ème édition - sera en ligne prochainement sur : www.sfarchi.org

III - A LIRE

Les Actes du colloque Architecture, Littérature et Espaces- Textes réunis par Pierre Hyppolite, Collections Espaces Humains - Edition PULIM

L'Architecte et l'écrivain travaillent à bâtir pierre par pierre, phrase par phrase des espaces régis par des codes spécifiques. Quels enseignements peuvent-ils nous donner sur leur façon de les construire, de les représenter et de les habiter ? La génétique des projets, l'analyse croisée des œuvres, l'étude de leur réception permettent d'aborder la question de l'espace architectural et textuel dans une perspective interdisciplinaire et transgénérique à travers l'analyse d'objets architecturaux et littéraires variés de Horace à Echenoz, en passant par Colonna, Le Fèvre de la Boderie, Blondel, Le Corbusier, Mondrian, Danielewski, Garelli, Laude, Naipaul, Rolin, Simon, Volodine... Architectes, spécialistes de littérature, de

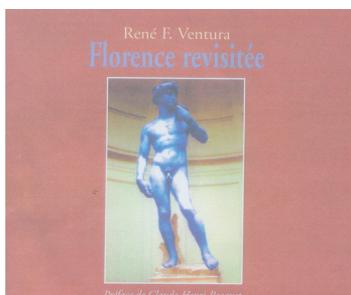
sémiotique, de psychanalyse révèlent dans l'analyse de ces œuvres aux configurations diverses une spatialité plurielle. Leurs réflexions mettent en perspective les évolutions et les ruptures de notre façon de concevoir, de représenter, de percevoir l'espace et interrogent la pertinence de ce concept.

Ce volume pose aux frontières des champs disciplinaires et théoriques, la question des interférences entre les dess(e)ins architecturaux et littéraires en s'attachant à leur dimension concrète, symbolique et historique.

Cet ouvrage est disponible en librairie. S'il n'est pas en rayon votre librairie le commandera volontiers pour vous auprès du : CiD - 131, Bd St Michel - 75005 Paris - Tél : 01 53 10 53 95
Fax : 01 40 51 02 80 E-mail : cid@msh-paris.fr.

Les adhérents de la SFA peuvent bénéficier d'un tarif préférentiel, pour cela il vous suffit de prendre contact avec nous, SFA Tél. 01 56 81 10 25 - Fax : 01 56 81 10 26

De René VENTURA, adhérent de la SFA



Florence revisitée

René F. VENTURA

Séjourner au coeur de Florence, l'arpenter, voire s'égarer dans les lieux délaissés et oubliés. Déambuler dans ce cadre, devenir par le rêve le contemporain de Michel-Ange, Dante, Léonard de Vinci, Brunelleschi, Donatello...

Pour découvrir la ville, la posture adoptée fut celle du promeneur guidé par sa seule curiosité. Les itinéraires reconstitués et ordonnés de ce parcours sont le fil conducteur du propos.

L'architecture, la sculpture et la peinture illustrées par l'iconographie et les index topographiques pour servir de guide indispensable à tout voyageur avisé.

René Ventura est architecte de formation, et historien de l'art par passion. Il a effectué de longs et nombreux séjours à Florence, et en relate ses découvertes.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

NOM : ADRESSE

.....

TÉL : FAX : EMAIL :

désire recevoirex. de l'ouvrage Florence revisitée (20x20 cm, 112 pages) au prix unitaire de 18 €
(prix public : 20 €) franco de port.

Veillez adresser votre bulletin de souscription et votre règlement à :

CHAMP SOCIAL ÉDITIONS
34 bis, rue Clérisseau - 30 000 Nîmes

Carnet

Décès

Monsieur Anthony BECHU : Adhésion en 1974, décédé le 5 avril 2006, à l'âge de 84 ans - Elève Perret.

Monsieur Edgard SEBE : Adhésion en 1946, décédé le 13 décembre 2005, à l'âge de 92 ans - Elève de Messieurs Laloux et Lemaesquier.

Monsieur Pierre HUGOT : Adhésion en 1945, décédé le 19 septembre 2005, à l'âge de 84 ans, à Sainte Savine (Aube)- Elève d'Auguste Perret.

Monsieur Daniel, Pierre, Alain RABINEL : Adhésion en 1994, décédé le 2 février 2006, à l'âge de 53 ans.

Monsieur Yves GUILLOU : Adhésion en 1943, membre honoraire en 1987, il était né en 1915 - Elève Lefort.

Monsieur Paul MOREAU : Adhésion en 1937, décédé le 29 juillet 2005, à l'âge de 96 ans.

Monsieur Louis FEINTRENIE : Adhésion en 1945, décédé le 13 juillet 2005, à l'âge de 94 ans.

Monsieur Marcel BRISSARD : Adhésion en 1980, décédé le 30 juin 2005, à l'âge de 58 ans..

Monsieur Henri DENEUX : Adhésion en 1937, décédé le 28 septembre 2004 à l'âge de 91 ans.

La SFA assure à leur famille toutes ses sincères condoléances

Remerciements et Annonces

Luc-Régis Gilbert

Je remercie tous les Membres de la SFA, ainsi que les adhérents et non-adhérents, qui ont bien voulu répondre à mon APPEL A CONTRIBUTION du 13 février dernier pour les deux prochains bulletins à paraître en 2006, dont les thèmes sont les suivants :

Ils témoignent en faveur de positions à prendre - ou diverses propositions, réflexions, expériences... - et marquent ainsi leur intérêt à réactiver constamment avec conviction les actions et débats d'actualité, tant professionnels que culturels, toujours ouverts à la SFA.

* n°42 : Crise Urbaine, origines et traitements

Luc Régis Gilbert

* n°43 : Quel Architecte pour demain ?

Nous invitons tous les Membres de la SFA à nous informer de leurs publications passées, présentes et à venir, dont nous saurons nous faire l'écho dans le cadre du prochain Bulletin

Acivité SFA

en cours d'élaboration

Nous vous remercions de bien vouloir noter que la SFA organise actuellement un cycle de conférences intitulé «Architecture d'Automne» auquel participeront :

Monsieur Balkrishna DOSHI (Inde), «l'univers d'un architecte Indien»,

Monsieur David ADJAYE (Grande-Bretagne)

Monsieur Paulo Mendes DA ROCHA (Brésil) - Prix Pritzker 2006

Veillez noter que les dates vous seront communiquées ultérieurement